

Alors que la crise sanitaire s'intensifie à nouveau et que le virus circule de plus en plus, le gouvernement veut nous faire croire, en s'appuyant sur un avis du Haut Conseil de la Santé Publique, que l'école n'est pas un lieu de transmission du Covid-19 et en profiter pour assouplir les protocoles mis en place. Rappelons que ce même conseil scientifique émettait un avis défavorable à une reprise de l'école avant le mois de septembre dans son avis du 20 avril 2020.

Pour le gouvernement, la majorité des contaminations se ferait dans le cercle familial et l'école serait préservée. Il présente le masque grand public comme une protection infaillible contre le Covid-19 alors qu'il y a quelques mois encore il nous expliquait qu'il était inutile ! Pour le Snec-CFTC, rien ne prouve aujourd'hui que les enfants sont moins contaminants que les adultes, rien ne prouve que les masques grand publics sont aussi efficaces que les masques chirurgicaux. Il est par contre certain qu'ils obligent plus à forcer sur la voix.

Sur le terrain, On ne peut que constater que les établissements n'ont d'autre choix que de naviguer à vue avec des consignes et des mesures parfois contradictoires. Faut-il y voir une « simple » défaillance du système ou une « solution » aux remplacements des enseignants ?

Le Snec-CFTC refuse que les enseignants deviennent la variable d'ajustement sanitaire dans la gestion de cette crise.

Le Snec-CFTC continue de demander que tous les enseignants soient équipés de masques chirurgicaux afin de les protéger mieux et de protéger leur voix.

Le Snec-CFTC continue d'exiger la suppression du jour de carence et de demander la mise en œuvre d'une politique gouvernementale en matière de santé et de sécurité au travail pour tous les maîtres du privé. Ces derniers doivent être associés à cette politique à travers des CHSCT de droit public.